

## RÉUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES PAYS DU MAGHREB

## L'enjeu sécuritaire au cœur de l'UMA

**Les ministres des Affaires étrangères des cinq pays de l'Union du Maghreb arabe se rencontreront lundi à Alger. Cette réunion sera consacrée exclusivement à la question de la sécurité dans la région.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Les ministres des Affaires étrangères de l'UMA discuteront, lundi, de la situation sécuritaire de l'Afrique du Nord. «L'Algérie avait pris l'initiative d'appeler à la tenue de cette réunion, qui est la première du genre au niveau maghrébin, pour traiter des questions de sécurité», avait indiqué, mercredi, le ministre algérien délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines.

Selon Abdelkader Messahel, les travaux de cette rencontre des représentants des cinq gouvernements, qui sera précédée d'une réunion «d'experts», porteront sur «l'examen des menaces à la sécurité du Maghreb, leur évaluation et la définition des grands axes de coopération dans ce domaine».

L'Union du Maghreb arabe, que les cinq pays ne parviennent toujours pas à édifier, peut-elle être le cadre propice pour organiser une riposte efficace contre la menace terroriste ? Car il faut reconnaître que chaque Etat applique sa propre politique. L'Algérie, seul pays à avoir des frontières communes avec l'ensemble des membres

de l'UMA, se présente comme le leader dans la lutte antiterroriste.

Etant pleinement engagés depuis plus de vingt ans, les services de sécurité disposent de l'expérience et de moyens militaires adaptés.

Sur le plan du renseignement, Alger a réussi à mettre en place des mécanismes de partenariat dans le cadre de l'Union africaine et avec les principaux pays occidentaux. Mais les initiatives au niveau de la sous-région du Sahel, fief des groupes terroristes islamistes, se sont avérées inefficaces.

La Mauritanie a subi, elle aussi, plusieurs attaques terroristes ces dernières années. Ce pays semble modifier sa politique de lutte antiterroriste selon ses moyens logistiques, mais surtout d'après ses intérêts.

En 2010, Nouakchott s'était allié à Paris pour mener des opérations militaires contre Al-Qaïda au Maghreb islamique sur le territoire malien. Des actions qui allaient à l'encontre de principes définis quelques mois plus tôt par les pays membres du Comité d'état-major opérationnel conjoint



Messahel préconise une riposte efficace contre la menace terroriste.

(Cémoc). Plus au nord, le Maroc se présente lui aussi comme un acteur majeur dans la lutte contre le phénomène terroriste. Rabat est le principal allié de la France et des Etats-Unis d'Amérique dans la région. Mais là aussi, ses actions sont dictées par des enjeux politiques et économiques internes.

En conflit contre le gouvernement du Sahara occidental, le gouvernement marocain tente depuis plusieurs années de faire passer le Front Polisario pour une organisation terroriste. D'un autre côté, les champs de

cannabis de ce pays servent au financement des groupes terroristes de la sous-région du Sahel, à savoir Aqmi et plus récemment le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao).

Du côté de la Tunisie, la chute de l'ancien régime a donné lieu à une montée en puissance de l'islamisme politique d'une part et à l'émergence de l'islamisme armé. La relation entre les deux n'a pas été attestée. Mais les groupes terroristes, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, profi-

tent du statu quo politique imposé par le gouvernement d'Ennahda.

La récente décision du ministère des Affaires étrangères de permettre aux ressortissants maghrébins d'entrer en territoire tunisien sur la simple présentation d'une carte d'identité pourrait, si elle est appliquée, avoir des conséquences fâcheuses sur le plan sécuritaire.

Son annonce a provoqué une levée de boucliers au niveau interne. L'Algérie, pour sa part, s'est dit «non-concernée» par une telle mesure.

Quand à la Libye, une partie de la problématique sécuritaire prend forme dans ce pays. Le Conseil national de transition, qui gouverne depuis la chute du colonel Mouamar Kadhafi, ne parvient toujours pas à maîtriser la situation politique.

La Libye reste le principal pourvoyeur d'armes des organisations terroristes qui écument la longue et large bande du Sahel.

Lundi, les ministres des Affaires étrangères de l'UMA devront dépasser certaines considérations politiques et stratégiques s'ils souhaitent parvenir à un accord. Il y va de l'avenir du Maghreb.

T. H.

## CRISE MALIENNE

## Consultations algéro-françaises

**Alger et Paris se sont consultés mercredi sur la crise malienne. Deux émissaires français, Hélène Le Gal, conseillère Afrique à l'Elysée, et Jean-Félix Paganon, spécialiste du Sahel au niveau du Quai d'Orsay, ont en effet séjourné dans la capitale algérienne et se sont entretenus avec Abdelkader Messahel.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines a affirmé, à l'issue de la réunion avec les deux émissaires français, que «cette rencontre, qui entre dans le cadre de la concertation entre l'Algérie et la France, a permis de passer en revue la situation au Mali et dans la sous-région. Elle a été l'occasion d'échanger nos vues et analyses de même qu'elle a permis d'évoquer la recherche d'une sortie de crise dans le cadre de la préservation de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du Mali». Messahel a également souligné l'importance de «consolider le leadership à Bamako» et de «rechercher, par le dialogue et la négociation, une solution dans le nord du Mali entre tous les acteurs qui condamnent le terrorisme et le crime organisé, qui restent une menace majeure pour le Mali, pour la sous-région et pour la communauté internationale, qu'il faut combattre». Ceci alors que, de son côté, la conseillère du président Hollande,

Hélène Le Gal, a indiqué que cet entretien s'inscrivait dans le cadre de la concertation des deux pays sur les questions relatives au Sahel et au Mali.

«Nous avons discuté ensemble, dans la prolongation de la conversation téléphonique entre les présidents Abdelaziz Bouteflika et François Hollande, des voies qui pourraient être envisagées pour aider les Maliens à trouver la solution par rapport à ce grave problème», a-t-elle indiqué, ajoutant que «la France et l'Algérie partagent la même préoccupation par rapport à ce qui se passe aux frontières du Mali».

Le Gal a affirmé aussi que les deux pays sont d'accord pour «faire face très vite au crime organisé et au terrorisme qui progressent dans ce pays» et que «si on ne s'attelle pas très vite à faire face à ces deux menaces, elles risqueront de menacer l'ensemble des pays de la région».

## Activité diplomatique accrue à Alger

Alger est, en effet, devenue ces derniers jours un lieu privilégié de pèlerinages diplomatiques. La crise malienne, qui dérive dangereusement vers l'inextricable, si ce n'est déjà le cas, y fait courir du beau monde. Diplomates et experts s'y succèdent. Chacun avec sa lettre de mission. Les derniers en date, Hélène Le Gal et Jean-Félix Paganon, sont sûrement venus explorer les possibilités d'une position rapprochée entre Paris et Alger,

voire tenter de convaincre Alger à lâcher du lest et souscrire à l'option d'une intervention militaire dans le nord du Mali.

Mardi, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a affiché son optimisme quant à une résolution onusienne sur la crise malienne. Une résolution qui donnerait la légalité internationale à l'envoi des troupes au Mali. «Une nouvelle résolution est en train d'être discutée aux Nations unies et nous avons espoir qu'elle sera adoptée», a-t-il affirmé.

Faut-il faire remarquer que la France exprime par là son appui à la demande de la Cédéao qui a sollicité une résolution onusienne pour la levée d'une force africaine d'intervention au Mali. Une option à laquelle l'Algérie, plutôt favorable à une solution politique négociée, refuse de souscrire.

C'est, au demeurant, pour convaincre d'une solution politique que l'Algérie a démultiplié les contacts et rencontres avec, outre les diplomates, les acteurs directement impliqués, du moins concernés par la crise malienne.

Des officiels étaient arrivés de Bamako pour des consultations, après qu'une délégation d'Ançar Dine eut séjourné à Alger. Recevant récemment le ministre britannique des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, a déclaré qu'il y a «des indications qui nous laissent croire qu'une solution politique négociée est possible». Le

même ministre délégué avait en même temps réitéré l'opposition de l'Algérie au partage du territoire malien. Un territoire aujourd'hui de fait divisé, le territoire du Nord échappant totalement au contrôle de Bamako, siège du pouvoir central.

Les territoires du Nord, duquel sont chassées l'administration centrale et les forces de l'armée régulière, étaient un moment sous l'emprise du MNLA, un mouvement laïque qui lutte pour l'autonomie de l'Azawad.

## Le Conseil de sécurité de l'ONU temporise

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté jeudi sa résolution relative au Mali. Voté à l'unanimité des membres siégeant, le document affirme prendre note de la demande de la Cédéao de lever une force africaine d'intervention. Le Conseil laisse donc l'option ouverte mais préfère ne pas se précipiter, certainement pour donner une chance à une éventuelle solution politique.

Le Conseil a réclamé, en revanche, des sanctions contre les groupes rebelles du nord du Mali qui s'associent avec Al-Qaïda. Il a, en effet, appelé les Etats membres à soumettre les noms des individus, groupes et entités qui sont associés à Al-Qaïda, y compris dans la région du Sahel et en particulier dans le nord du Mali. L'appel est également adressé aux mouvements touareg pour se démarquer d'Aqmi.

S. A. I.